

# MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Commune de Biganos**  
52, avenue de la Libération  
CS 80450  
33380 Biganos  
Tél. 05 56 03 94 50



**PRESTATIONS DE NETTOYAGE, DE DÉSINFECTION,  
DE VITRERIE ET DE REMISE EN ÉTAT DES SOLS  
ANNUELLE DE BÂTIMENTS COMMUNAUX POUR LE  
COMPTE DE LA VILLE DE BIGANOS (33380)**

**N° de marché**

2	0	2	6	-	0	2
---	---	---	---	---	---	---

Date et heure limites de réception des offres  
**Le 10 juillet 2026 à 12h00**

**Règlement de la Consultation**

# SOMMAIRE

## **Article 1 – Objet et étendue de la consultation**

- 1.1 – Objet de la consultation
- 1.2 – Étendue de la consultation
- 1.3 – Décomposition de la consultation
- 1.4 – Conditions de participation des concurrents

## **Article 2 – Conditions de la consultation**

- 2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution
- 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives
- 2.3 – Délai de validité des offres
- 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement
- 2.5 – Conditions particulières d'exécution
- 2.6 – Confidentialité et mesures de sécurité

## **Article 3 – Contenu du dossier de la consultation**

## **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres**

- 4.1 – Pièces de la candidature
- 4.2 – Pièces de l'offre

## **Article 5 – Examen des candidatures et des offres**

## **Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis**

## **Article 7 – Renseignements complémentaires**

- 7.1 – Demande de renseignements
- 7.2 – Visites sur sites

## **Article 1 – Objet et étendue de la consultation**

### **1.1 – Objet de la consultation**

Le présent marché porte sur l'exécution des prestations de nettoyage, de désinfection, de vitrerie et de remise en état des sols annuelle des bâtiments communaux situés aux adresses suivantes :

- Mairie, 52 av.de la Libération / [Ménage & vitrerie](#).
- Espace Jean Zay, rue Jean Zay / [Ménage & vitrerie](#).
- Pole Technique, 236 av. de la Côte d'Argent / [Ménage & vitrerie](#).
- Vie Associative Citoyenne et Sportive, 17 av. Clemenceau / [Ménage →31/12/2026](#).
- Groupe Scolaire Marcel Pagnol, place des Écoles / [Sols annuels & vitrerie](#).
- Groupe Scolaire Jules Ferry, 52 av.de la Libération / [Sols annuels & vitrerie](#).
- Groupe Scolaire du Lac Vert, allée des Pignots / [Sols annuels & vitrerie](#).
- Centre de loisirs Pardies, chemin de Pardies / [Sols annuels & vitrerie](#).
- Centre culturel, rue Pierre de Coubertin / [Vitrerie](#).
- Agora, rue Pierre de Coubertin / [Vitrerie](#).
- Maison de la Jeunesse, rue Pierre de Coubertin / [Vitrerie](#).
- Maison Solidaire, rue Pierre de Coubertin / [Vitrerie](#).
- « Chahut », rue Pierre de Coubertin / [Vitrerie](#).
- Salle des Fêtes, rue Jean Zay / [Vitrerie hautes uniquement, hors sas](#).
- Salle Multisports, rue Pierre de Coubertin / [Vitrerie hautes uniquement](#).

**Lieu(x) d'exécution** : 33380 Biganos.

### **1.2 – Étendue de la consultation**

La présente consultation est lancée conformément à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et au décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte qui est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique.

### **1.3 – Décomposition de la consultation**

La présente consultation est constituée de trois lots décrits ci-dessous.

<b>Lots</b>	<b>Désignation</b>
<b>1</b>	Prestations de ménage
<b>2</b>	Prestations de vitrerie
<b>3</b>	Prestation de remise en état des sols annuelle

Les services et prestations rattachés aux lots mentionnés ci-dessus sont définis par le Cahier des Clauses Techniques Particulières n° 2026-02, et le cas échéant par le CCAG-FCS.

Chaque candidat peut faire une offre pour l'ensemble des lots ou pour chaque lot.

#### 1.4 – Conditions de participation des concurrents

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

### **Article 2 – Conditions de la consultation**

#### 2.1 – Durée du marché - Délais d'exécution

La durée du marché ainsi que les conditions d'exécution des prestations sont fixées dans le cadre du Cahier des Clauses Administratives Particulières n° 2026-02.

#### 2.2 – Variantes et prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante ni prestations supplémentaires ou alternatives ne sont autorisées.

#### 2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

#### 2.4 – Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le financement est assuré par le budget principal de la Ville de Biganos.

#### 2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par la réglementation en vigueur.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par la réglementation en vigueur.

En revanche, cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

#### 2.6 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.  
L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du CCAP n° 2026-02 qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

### **Article 3 – Contenu du dossier de la consultation**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le Règlement de la Consultation (RC).
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- Les Actes d'Engagement (AE).
- Les Décompositions de Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

Le DCE est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard six jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Il est vivement conseillé aux candidats de s'inscrire sur la plateforme de dématérialisation <http://demat-ampa.fr> afin d'être informés des éventuelles modifications.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **Article 4 – Présentation des offres et des candidatures**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat doit produire un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces listées ci-après.

#### **4.1 – Pièces de la candidature**

Les pièces de la candidature à fournir sont celles prévues aux articles L2142-1, R2142-1 à R2142-14, R2143-3 et R2143-12 du Code de la Commande Publique.

- Renseignements obligatoires concernant la situation juridique du candidat

- Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa DC1).
  - Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant :
    - Le nom et l'adresse du candidat.
    - Si le candidat se présente en groupement, la désignation des membres du groupement et l'habilitation donnée au mandataire.
    - Le document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
  - Déclaration du candidat (imprimé Cerfa DC2).
  - Si l'imprimé Cerfa DC2 n'est pas produit, déclaration sur l'honneur du candidat concernant les interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique.
  - Si l'imprimé Cerfa DC2 n'est pas produit, renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à L5212-11 du Code du travail.
  - L'ensemble des pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail pour la lutte contre le travail dissimulé.
  - Extrait Kbis de moins de trois mois.
  - Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.
- Renseignements obligatoires concernant la capacité économique et financière du candidat
    - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.
    - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour risques professionnels.
  - Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise
    - Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.
    - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
  - Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché
    - Attestations justifiant que le candidat a satisfait aux obligations fiscales et sociales.
    - L'attestation d'assurance.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), documents disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le

candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### 4.2 – Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- Le ou les Actes d'Engagement (AE), et leurs éventuelles annexes, à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat.
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- L'attestation de visite.
- L'offre technique et financière du candidat.
- Le mémoire technique du candidat.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

### **Article 5 – Examen des candidatures et des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des offres sont :

<b>Critères</b>	<b>Pondération</b>
1 - Valeur technique	40%
2 - Prix des prestations	50%
3 - Implication dans le développement durable	10%

Le critère « 1 - Valeur technique (sur 40 points) » sera analysé sur les points suivants :

- Temps prévu pour réaliser les prestations (sur 10 points).
- Nombre d'agents prévu pour réaliser les prestations (sur 10 points).
- Qualité de service pour assurer les prestations (sur 20 points), et notamment choix de matériel, modèle de protocole spécifique adapté, management, niveau de propreté, process de suivi et qualité, formation des encadrants et du personnel chargé de l'exécution de la prestation.

Le critère « 2 - Prix des prestations » (sur 50 points) sera analysé à partir de la formule suivante : 
$$\text{Note} = (So/Sn) \times 50$$
 avec *So* étant l'offre la moins disante et *Sn* étant l'offre du candidat.

Le critère « 3 - Implication dans le développement durable » (sur 10 points) sera analysé en fonction des éléments suivants : mode opératoire, matériel et produits utilisés répondant aux exigences environnementales et proportion de produits répondant aux exigences d'un écolabel officiel ou équivalent.

**Nota :** Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à dix jours.

## **Article 6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les candidats transmettent leur offre par voie électronique à l'adresse suivante : <https://demat-ampa.fr/>

L'utilisation d'un mode de transmission différencié entre la candidature et l'offre n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles auparavant exigées pour les réponses sur support papier (fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre les pièces de l'offre, dans le cas d'une seule enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde ».

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis doivent être compatibles dans un environnement *Windows* en *.doc*, *.xls* ou *.pdf*.

Le niveau minimum de signature électronique exigé des candidats est le Niveau II (équivalent classe 3) de la PRIS V1 (Politique de Référencement Intersectorielle de Sécurité). Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur la liste disponible à l'adresse suivante : <http://www.entreprises.minefi.gouv.fr/certificats/>

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.



Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

## **Article 7 – Renseignements complémentaires**

### **7.1 – Demande de renseignements**

Les questions posées par les candidats sur les documents de la consultation font l'objet d'un envoi électronique via la plate-forme <https://demat-ampa.fr/> au plus tard cinq jours avant la date limite de remise des offres. Il ne sera pas répondu aux questions posées après le délai susvisé.

### **7.2 – Visites sur sites**

Afin de répondre parfaitement tant à la réglementation en vigueur qu'aux contraintes mais aussi pour permettre aux candidats d'apprécier les conditions de réalisation du marché, les entreprises, ou groupement d'entreprises, sont invitées à se rendre sur les lieux afin de se rendre compte de la nature des prestations et de leurs conditions d'exécution.

#### **La visite est obligatoire.**

Elle aura lieu le 24 juin 2026 à 14h00 : rendez-vous au Pôle Technique Municipal de la Ville de Biganos, situé 236 avenue de la Côte d'Argent à Biganos (333380).

La visite sera pilotée par le service Bâtiment.

Le jour de la visite, un récépissé de visite sera délivré à chaque candidat. Conformément aux termes de l'article 4.2 du présent règlement, ce document sera à remettre dans les documents dus au titre de l'enveloppe.